

Conseil municipal : échanges houleux sur l'accueil des migrants à Lyon

Par Justin Boche



Publié le 20/11/2017 à 21:45

Réagissez

Georges Képénékian, critiqué pour son manque de prise en compte de la question des migrants par Isabelle Granjon, a jugé ces accusations “indignes”. “Cette colère ne vous dédouane pas de votre responsabilité politique”, lui a répondu Nathalie Perrin-Gilbert.



© Tim Douet

Georges Képénékian au conseil municipal.

Lors du débat sur le rapprochement des antennes Solidarités du CCAS de la Ville de Lyon et des Maisons de la métropole, Georges Képénékian s'est emporté contre les élus qui lui reprochent de ne pas accueillir dans des conditions décentes les réfugiés et mineurs isolés qui arrivent à Lyon.

“Les occupations d'écoles ne sont pas la bonne solution”

“Ne croyez pas qu'il n'y a que vous qui êtes touchés par cela, a débuté le maire de Lyon. Si on pouvait éviter de dire ici que moi, maire de Lyon, je m'en fous radicalement de tout ça et que je ne fais rien et que, parce que vous m'inciteriez, je ferais plus, c'est indigne pour moi alors que nous essayons de travailler à toutes les solutions, secteur par secteur, avec la ville, la métropole, l'État et les associations, face à un problème complexe et pas juste affectif.”

Visiblement irrité par les accusations à son encontre, Georges Képénékian a ajouté que *“les occupations d’écoles [n’étaient] pas la bonne solution”*. *“Si vous pensez que l’on ne travaille pas la question et que vous avez toutes les solutions en ouvrant toutes les maisons de la ville je vous dis que ce n’est pas ça”*, a-t-il lancé aux élus du groupe Lyon citoyenne et solidaire, qu’il a accusés de *“mettre de l’huile sur le feu, sur une question évidemment sensible”*. *“Ces enfants, ou une partie de ces adultes, sont exténués et deviennent parfois agressifs et je peux le comprendre. Nous avons à gérer tout un ensemble de situations. Je trouve anormal que l’Armée du salut demande d’arrêter de distribuer des repas parce qu’ils se sont fait agresser. (...) nos équipes d’acteurs sociaux qui sont sur le terrain sont exténuées aujourd’hui. Soyez responsables”*, a conclu le maire de Lyon sous les applaudissements.

“Les parents d’élèves qui se mobilisent ne sont pas des citoyens irresponsables”

“Votre colère ne m’impressionne pas, lui a répondu Nathalie Perrin-Gilbert. Cette colère ne vous dédouane pas de votre responsabilité politique. Les parents d’élèves qui se mobilisent dans les écoles ne sont pas des citoyens irresponsables, mais des citoyens indignés. Cela devrait d’ailleurs vous faire réfléchir.” “Certes, a reconnu la maire du 1er arrondissement, il n’est pas légal d’occuper une école, mais est-il légitime que des enfants dorment dehors ? Lors du dernier conseil municipal, vous vous êtes engagé en disant que des solutions rapides seraient prises. Pour le moment, aucune n’a été prise. Vous parlez d’une agression de l’Armée du salut, mais quelle agression y a-t-il eue ? J’ai posé la question au président de la métropole, mais je n’ai pas eu de réponse. Moi, ce que je sais, c’est que deux jeunes, du 2 au 9 novembre, ont été privés de nourriture par nos services et qu’un de ces jeunes est aujourd’hui suivi pour marasme nutritionnel dans un hôpital.”

“Il n’y a pas d’un côté les vertueux et de l’autre les élus en responsabilité”

Georges Képénékian a alors repris la parole pour nuancer ses propos sur les occupations d’écoles, en assurant qu’il visait *“la responsabilité des élus”* et non les parents qui occupent les établissements. L’accueil étant une des missions de la métropole, David Kimelfeld s’est aussi défendu – d’une voix plus calme que celle du maire de Lyon, mais avec des propos quasi similaires : *“Il n’y a pas d’un côté les vertueux – dont vous pensez faire partie, et vous en avez le droit – et les élus en responsabilité qui détournent le regard.”* Le président de la métropole a *“rendu hommage aux personnels qui font leur travail dans une situation compliquée eu égard au flux extrêmement important [auquel] personne n’est prêt à faire face”*.

“La situation est trop grave pour nous jeter en pâture, a déclaré David Kimelfeld. Nous cherchons des solutions, nous en trouvons et nous en proposerons d’autres. Elles ne se font pas en un claquement de doigts et nous allons améliorer l’accueil et les prestations”, a-t-il assuré. Le président de la métropole a aussi salué le rapprochement des antennes Solidarités du CCAS de la Ville de Lyon et des Maisons de la métropole, qui devrait “améliorer le service pour les plus démunis en faisant le lien entre les services de la métropole et les antennes sociales de la ville, en mettant les compétences en synergie”. “Désormais, souligne le président de la métropole, la personne qui viendra en demandant une aide d’urgence pour plusieurs problèmes aura un seul point d’entrée, avec une prise en charge globale, ce qui réduira les délais et améliorera l’accès au droit.”